

### Sommaire

#### I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

- ★ Règlement (CE) n° 1668/96 de la Commission, du 22 juillet 1996, prévoyant l'octroi de l'indemnité compensatoire aux organisations de producteurs, pour les thons livrés à l'industrie de transformation durant la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 1995 ..... 1
- Règlement (CE) n° 1669/96 de la Commission, du 22 août 1996, suspendant le droit de douane préférentiel et réinstaurant le droit du tarif douanier commun à l'importation de roses à petite fleur originaires d'Israël ..... 4
- Règlement (CE) n° 1670/96 de la Commission, du 22 août 1996, déterminant la quantité disponible pour le quatrième trimestre de 1996 pour certains fromages dans le cadre du régime prévu par les accords intérimaires conclus par la Communauté avec la Bulgarie et la Roumanie ..... 6
- Règlement (CE) n° 1671/96 de la Commission, du 22 août 1996, déterminant la quantité disponible pour le quatrième trimestre de 1996 pour certains produits dans le secteur du lait et des produits laitiers dans le cadre du régime prévu par les accords européens conclus par la Communauté avec la république de Pologne, la république de Hongrie, la République tchèque et la République slovaque ..... 8
- Règlement (CE) n° 1672/96 de la Commission, du 22 août 1996, rectifiant le règlement (CE) n° 1513/96 déterminant dans quelle mesure il peut être donné suite aux demandes de droits à l'importation déposées, au titre du règlement (CE) n° 1141/96, dans le secteur de la viande bovine ..... 10
- Règlement (CE) n° 1673/96 de la Commission, du 22 août 1996, modifiant les droits à l'importation dans le secteur des céréales ..... 11
- Règlement (CE) n° 1674/96 de la Commission, du 22 août 1996, établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes ..... 14
- Règlement (CE) n° 1675/96 de la Commission, du 22 août 1996, fixant le correctif applicable à la restitution pour le malt ..... 16

- \* Directive 96/46/CE de la Commission, du 16 juillet 1996, modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques (1) ..... 18
- 

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Commission

96/512/CE:

- Décision de la Commission, du 20 août 1996, concernant les certificats d'importation pour les produits du secteur de la viande bovine originaires du Botswana, du Kenya, de Madagascar, du Swaziland, du Zimbabwe et de Namibie ..... 25
- 

Rectificatifs

- \* Rectificatif à la directive 96/37/CE de la Commission, du 17 juin 1996, portant adaptation au progrès technique de la directive 74/408/CEE du Conseil relative à l'aménagement intérieur des véhicules à moteur (résistance des sièges et de leur ancrage) (JO n° L 186 du 25.7.1996.) ..... 27

---

(1) Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

## I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

## RÈGLEMENT (CE) N° 1668/96 DE LA COMMISSION

du 22 juillet 1996

prévoyant l'octroi de l'indemnité compensatoire aux organisations de producteurs, pour les thons livrés à l'industrie de transformation durant la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 1995

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3759/92 du Conseil, du 17 décembre 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture <sup>(1)</sup>, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 3318/94 <sup>(2)</sup>, et notamment son article 18 paragraphe 6,

considérant que l'indemnité compensatoire visée à l'article 18 du règlement (CEE) n° 3759/92 est accordée, sous certaines conditions, aux organisations de producteurs de thon de la Communauté, pour les quantités de thon livrées à l'industrie de transformation pendant le trimestre calendaire sur lequel ont porté les constatations de prix, lorsque simultanément le prix de vente moyen trimestriel sur le marché communautaire et le prix franco frontière majoré, le cas échéant, de la taxe compensatoire dont il a été frappé se situent à un niveau inférieur à 91 % du prix à la production communautaire du produit considéré;

considérant que l'analyse de la situation sur le marché communautaire a permis de constater que, pour le patudo et le listao, durant la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 1995, tant le prix de vente moyen trimestriel de marché que le prix franco frontière visés à l'article 18 du règlement (CEE) n° 3759/92 se sont situés à un niveau inférieur à 91 % du prix à la production communautaire en vigueur déterminé par le règlement (CE) n° 3138/94 du Conseil, du 15 décembre 1994, fixant pour la campagne de pêche 1995, le prix à la production communautaire des thons destinés à la fabrication industrielle des produits relevant du code NC 1604 <sup>(3)</sup>;

considérant que les quantités éligibles au bénéfice de l'indemnité compensatoire, au sens de l'article 18 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 3759/92, ne peuvent dépasser en aucun cas, pour le trimestre concerné, les limites visées au paragraphe 3 dudit article;

considérant que les quantités vendues et livrées, au cours du trimestre concerné, à l'industrie de transformation établie sur le territoire douanier de la Communauté sont supérieures pour le patudo et le listao à celles vendues et livrées au cours du même trimestre des trois dernières campagnes de pêche; que, ces quantités dépassant les limites fixées à l'article 18 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 3759/92, il y a lieu, pour ces produits, de limiter le volume global des quantités susceptibles de bénéficier de l'indemnité et de fixer la répartition de ces quantités entre les organisations de producteurs concernées, en proportion de leurs productions respectives au cours du même trimestre des campagnes de pêche 1992 à 1994;

considérant qu'il y a dès lors lieu de décider d'octroyer l'indemnité compensatoire pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 1995, pour les produits considérés;

considérant qu'il convient de préciser le fait générateur du droit à l'indemnité et sa date exacte pour le calcul des paiements;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des produits de la pêche,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

L'indemnité compensatoire visée à l'article 18 du règlement (CEE) n° 3759/92 est octroyée, pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 1995, pour les produits suivants:

(en écus par tonne)

Produits	Montant maximal de l'indemnité, au sens de l'article 18 paragraphe 2 premier et deuxième tirets du règlement (CEE) n° 3759/92
Patudo	100
Listao	82

<sup>(1)</sup> JO n° L 388 du 31. 12. 1992, p. 1.

<sup>(2)</sup> JO n° L 350 du 31. 12. 1994, p. 15.

<sup>(3)</sup> JO n° L 332 du 22. 12. 1994, p. 9.

*Article 2*

1. Le volume global des quantités susceptibles de bénéficier de l'indemnité est limité pour les espèces comme suit:

— Patudo:	2 014,963 tonnes,
— Listao:	13 917,998 tonnes.

2. La répartition du volume global entre les organisations de producteurs concernés est définie à l'annexe.

*Article 3*

Les opérations à prendre en compte pour la détermination du droit à l'indemnité sont les ventes dont les factures sont datées du trimestre considéré et qui ont été retenues pour le calcul du prix de vente moyen mensuel mentionné à l'article 7 paragraphe 1 point b) du règlement (CEE) n° 2210/93 de la Commission <sup>(1)</sup>.

*Article 4*

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 22 juillet 1996.

*Par la Commission*

Emma BONINO

*Membre de la Commission*

---

<sup>(1)</sup> JO n° L 197 du 6. 8. 1993, p. 8.

## ANNEXE

Répartition entre les organisations de producteurs des quantités de thon susceptibles de bénéficier de l'indemnité compensatoire pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 1995 conformément à l'article 18 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 3759/92 avec quantités par tranche de pourcentage d'indemnité

(en tonnes)

Patudo	Quantités indemnisables à 100 % (article 18 paragraphe 4 premier tiret)	Quantités indemnisables à 50 % (article 18 paragraphe 4 deuxième tiret)	Total quantités indemnisables (article 18 paragraphe 4 premier et deuxième tirets)
OPAGAC	487,792	47,552	535,344
OPTUC	163,462	0,000	163,462
OP 42 (CAN.)	24,282	2,367	26,649
ORTHONGEL	4,833	0,000	4,833
APASA	1 014,163	98,865	1 113,029
MADEIRA	156,400	15,247	171,647
<b>Total UE</b>	<b>1 850,932</b>	<b>164,031</b>	<b>2 014,963</b>

(en tonnes)

Listao	Quantités indemnisables à 100 % (article 18 paragraphe 4 premier tiret)	Quantités indemnisables à 50 % (article 18 paragraphe 4 deuxième tiret)	Total quantités indemnisables (article 18 paragraphe 4 premier et deuxième tirets)
OPAGAC	8 249,505	23,871	8 273,376
OPTUC	4 476,158	12,952	4 489,110
OP 42 (CAN.)	18,591	0,054	18,645
ORTHONGEL	1 004,647	2,907	1 007,554
APASA	70,844	0,000	70,844
MADEIRA	58,300	0,169	58,469
<b>Total UE</b>	<b>13 878,045</b>	<b>39,953</b>	<b>13 917,998</b>

## RÈGLEMENT (CE) N° 1669/96 DE LA COMMISSION

du 22 août 1996

suspendant le droit de douane préférentiel et réinstaurant le droit du tarif douanier commun à l'importation de roses à petite fleur originaires d'Israël

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,  
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 4088/87 du Conseil, du 21 décembre 1987, déterminant les conditions d'application des droits de douane préférentiels à l'importation de certains produits de la floriculture originaires de Chypre, d'Israël, de Jordanie et du Maroc<sup>(1)</sup>, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 539/96<sup>(2)</sup>, et notamment son article 5 paragraphe 2 point b),

considérant que le règlement (CEE) n° 4088/87 détermine les conditions d'application d'un droit de douane préférentiel pour les roses à grande fleur, les roses à petite fleur, les œillets uniflores (standard) et les œillets multiflores (spray) dans la limite de contingents tarifaires ouverts annuellement pour l'importation dans la Communauté de fleurs fraîches coupées;

considérant que le règlement (CE) n° 1981/94 du Conseil<sup>(3)</sup>, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1099/96<sup>(4)</sup>, porte ouverture et mode de gestion des contingents tarifaires communautaires pour les fleurs et boutons de fleurs, coupés, frais, originaires respectivement de Chypre, de Jordanie, du Maroc et d'Israël;

considérant que l'article 2 du règlement (CEE) n° 4088/87 dispose, d'une part, que, pour un produit et une origine donnés, le droit de douane préférentiel n'est applicable que si le prix du produit importé est au moins égal à 85 % du prix communautaire à la production; que, d'autre part, le droit de douane préférentiel est, sauf cas exceptionnel, suspendu et le droit du tarif douanier commun instauré pour un produit et une origine donnés:

a) si, pendant deux jours de marché successifs, les prix du produit importé, pour au moins 30 % des quantités pour lesquelles des cotations sont disponibles sur les marchés représentatifs à l'importation, sont inférieurs à 85 % du prix communautaire à la production

ou

b) si, pendant une période de cinq à sept jours de marché successifs, les prix du produit importé, pour au moins 30 % des quantités pour lesquelles des cotations sont disponibles sur les marchés représentatifs à l'importation, se situent alternativement au-dessus et en dessous des 85 % du prix à la production communautaire et que, pour trois jours au cours de cette période, les prix du produit importé se sont situés en dessous de ce niveau;

considérant que le règlement (CE) n° 667/96 de la Commission<sup>(5)</sup> a fixé les prix communautaires à la

production pour les œillets et les roses pour l'application du régime;

considérant que le règlement (CEE) n° 700/88 de la Commission<sup>(6)</sup>, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2917/93<sup>(7)</sup>, a déterminé les modalités d'application du régime en cause;

considérant que les taux représentatifs de marché définis à l'article 1<sup>er</sup> du règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil<sup>(8)</sup>, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 150/95<sup>(9)</sup>, sont utilisés pour convertir le montant exprimé en monnaies des pays tiers et sont à la base de la détermination des taux de conversion agricole des monnaies des États membres; que les modalités d'application et de détermination de ces conversions ont été établies dans le règlement (CEE) n° 1068/93 de la Commission<sup>(10)</sup>, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1482/96<sup>(11)</sup>;

considérant que, sur la base des constatations effectuées conformément aux dispositions des règlements (CEE) n° 4088/87 et (CEE) n° 700/88, il y a lieu de conclure que les conditions prévues à l'article 2 paragraphe 2 point a) du règlement (CEE) n° 4088/87 sont remplies pour une suspension du droit de douane préférentiel pour les roses à petite fleur originaires d'Israël; qu'il y a lieu de réinstaurer le droit du tarif douanier commun;

considérant que le contingent des produits en cause se réfère à la période du 1<sup>er</sup> novembre 1995 jusqu'au 31 octobre 1996; que, dès lors, la suspension du droit préférentiel et la réinstaurer du droit du tarif douanier commun s'appliquent au plus tard jusqu'à la fin de cette période,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Pour les importations de roses à petite fleur (codes NC ex 0603 10 11 et ex 0603 10 51) originaires d'Israël, le droit de douane préférentiel fixé par le règlement (CE) n° 1981/94 est suspendu et le droit du tarif douanier commun est réinstauré.

*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 23 août 1996.

Il est applicable au plus tard jusqu'au 31 octobre 1996.

<sup>(1)</sup> JO n° L 382 du 31. 12. 1987, p. 22.

<sup>(2)</sup> JO n° L 79 du 29. 3. 1996, p. 6.

<sup>(3)</sup> JO n° L 199 du 2. 8. 1994, p. 1.

<sup>(4)</sup> JO n° L 146 du 20. 6. 1996, p. 8.

<sup>(5)</sup> JO n° L 92 du 13. 4. 1996, p. 11.

<sup>(6)</sup> JO n° L 72 du 18. 3. 1988, p. 16.

<sup>(7)</sup> JO n° L 264 du 23. 10. 1993, p. 33.

<sup>(8)</sup> JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

<sup>(9)</sup> JO n° L 22 du 31. 1. 1995, p. 1.

<sup>(10)</sup> JO n° L 108 du 1. 5. 1993, p. 106.

<sup>(11)</sup> JO n° L 188 du 27. 7. 1996, p. 22.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 22 août 1996.

*Par la Commission*

Erkki LIIKANEN

*Membre de la Commission*

---

**RÈGLEMENT (CE) N° 1670/96 DE LA COMMISSION****du 22 août 1996****déterminant la quantité disponible pour le quatrième trimestre de 1996 pour certains fromages dans le cadre du régime prévu par les accords intérimaires conclus par la Communauté avec la Bulgarie et la Roumanie**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,  
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1588/94 de la Commission, du 30 juin 1994, établissant les modalités d'application, dans le secteur du lait et des produits laitiers, du régime prévu dans les accords intérimaires entre la Communauté, d'une part, et la Bulgarie et la Roumanie, d'autre part <sup>(1)</sup>, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1477/96 <sup>(2)</sup>, et notamment son article 4 paragraphe 4,

considérant que, en application du règlement (CE) n° 1388/96 de la Commission <sup>(3)</sup>, déterminant la mesure dans laquelle les demandes de licences d'importation introduites en juillet 1996 pour lesdits produits peuvent être acceptées, les demandes de licences d'importation introduites ont porté sur des quantités de produits infé-

rieures à celles disponibles; qu'il convient, par conséquent, de déterminer pour chaque produit la quantité disponible pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 1996,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

La quantité disponible pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 1996 en vertu du règlement (CE) n° 1588/94 est indiquée en annexe.

*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 26 août 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 22 août 1996.

*Par la Commission*

Erkki LIIKANEN

*Membre de la Commission*

<sup>(1)</sup> JO n° L 167 du 1. 7. 1994, p. 8.

<sup>(2)</sup> JO n° L 188 du 27. 7. 1996, p. 7.

<sup>(3)</sup> JO n° L 179 du 18. 7. 1996, p. 28.

## ANNEXE

1. Quantité totale disponible pour la période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 1996

Réduction du taux de droit de douane: 80 %

*(en tonnes)*

Pays	Codes NC et produits	Quantités disponibles
Roumanie	ex 0406 90 29 <sup>(1)</sup> ex 0406 90 86 <sup>(1)</sup> ex 0406 90 87 <sup>(1)</sup> ex 0406 90 88 <sup>(1)</sup>	766,650
Bulgarie	ex 0406 90 <sup>(2)</sup> ex 0406 90 <sup>(3)</sup>	1 029,835

<sup>(1)</sup> Fabriqué avec du lait de vache.<sup>(2)</sup> Fromages blancs salés à base de lait de vache.<sup>(3)</sup> Kashkaval Vitosha à base de lait de vache.2. Quantité totale disponible pour la période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 1996

Exemption des droits de douane

*(en tonnes)*

Pays	Codes NC et produits	Quantités disponibles
Bulgarie	ex 0406 90 <sup>(1)</sup>	100

<sup>(1)</sup> Fromages autres que ceux à base de lait de vache.

**RÈGLEMENT (CE) N° 1671/96 DE LA COMMISSION**  
**du 22 août 1996**

**déterminant la quantité disponible pour le quatrième trimestre de 1996 pour certains produits dans le secteur du lait et des produits laitiers dans le cadre du régime prévu par les accords européens conclus par la Communauté avec la république de Pologne, la république de Hongrie, la République tchèque et la République slovaque**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,  
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 584/92 de la Commission, du 6 mars 1992, établissant les modalités d'application dans le secteur du lait et des produits laitiers du régime prévu dans les accords européens entre la Communauté et la république de Pologne, la république de Hongrie, la République tchèque et la République slovaque <sup>(1)</sup>, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1478/96 <sup>(2)</sup>, et notamment son article 4 paragraphe 5,

considérant que, en application du règlement (CE) n° 1389/96 de la Commission <sup>(3)</sup>, déterminant la mesure dans laquelle les demandes de licences d'importation introduites en juillet 1996 pour lesdits produits peuvent être acceptées, les demandes de licences d'importation introduites pour les produits cités dans le règlement

(CEE) n° 584/92 ont porté pour certains produits sur des quantités supérieures à celles disponibles; qu'il convient, par conséquent, de déterminer pour chaque produit la quantité disponible pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 1996,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

La quantité disponible pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 1996 en vertu du règlement (CEE) n° 584/92 est indiquée en annexe.

*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 26 août 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 22 août 1996.

*Par la Commission*

Erkki LIIKANEN

*Membre de la Commission*

<sup>(1)</sup> JO n° L 62 du 7. 3. 1992, p. 34.

<sup>(2)</sup> JO n° L 188 du 27. 7. 1996, p. 9.

<sup>(3)</sup> JO n° L 179 du 18. 7. 1996, p. 30.

## ANNEXE

Quantité totale disponible pour la période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 1996

(en tonnes)

Pays	Pologne			République tchèque			République slovaque			Hongrie
	0402 10 19 0402 21 19 0402 21 99	0405 10 11 0405 10 19 Beurre	0406 Fromage	0402 10 19 0402 21 19 0402 21 91	0405 10 11 0405 10 19 Beurre	ex 0406 40-Niva ex 0406 90- Moravsky blok (1)	0402 10 19 0402 21 19 0402 21 91	0405 10 11 0405 10 19 Beurre	ex 0406 40-Niva ex 0406 90- Moravsky blok (1)	
Codes NC et produits										
Quantité disponible	1 068,050	350,—	700,—	581,560	227,500	185,281	290,—	122,500	175,—	754,210

(1) Primator, Otava, Javor, Uzeny block, Kashkaval, Akawi, Istambul, Jadel Hermelin, Ostepek, Koliba, Inovec.  
(2) Cream-white, Hajdu, Marvany, Ovvari, Pannonia, Trappista, Bakony, Bacsikai, Ban, Delicacy cheese • Moson •, Delicacy cheese • Pelso •, Goya, Ham-shaped, Karavan, Lajta, Parenyica, Sed, Tihany.

RÈGLEMENT (CE) N° 1672/96 DE LA COMMISSION  
du 22 août 1996

rectifiant le règlement (CE) n° 1513/96 déterminant dans quelle mesure il peut être donné suite aux demandes de droits à l'importation déposées, au titre du règlement (CE) n° 1141/96, dans le secteur de la viande bovine

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

l'article 1<sup>er</sup> point a) du règlement (CE) n° 1513/96 de la Commission<sup>(3)</sup>,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

vu le règlement (CE) n° 1141/96 de la Commission, du 25 juin 1996, portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire pour la viande bovine congelée relevant du code NC 0202 et les produits relevant du code NC 0206 29 91 (du 1<sup>er</sup> juillet 1996 au 30 juin 1997)<sup>(1)</sup>, et notamment son article 5,

*Article premier*

Le point a) de l'article 1<sup>er</sup> du règlement (CE) n° 1513/96 est remplacé par le texte suivant:

- \*a) 244,673 kilogrammes par tonne importée:
- au cours de la période du 28 février 1993 au 31 mars 1996 pour les importateurs visés à l'article 2 paragraphe 1 point a) premier tiret du règlement (CE) n° 1141/96
  - et
  - au cours de la période du 1<sup>er</sup> avril 1993 au 31 mars 1996 pour les importateurs visés à l'article 2 paragraphe 1 point a) deuxième tiret du règlement (CE) n° 1141/96;

considérant que le règlement (CE) n° 1141/96 prévoit notamment que les quantités réservées aux importateurs traditionnels des anciens et nouveaux États membres sont attribuées au prorata de leurs importations effectuées au cours des périodes spécifiées à l'article 2 paragraphe 1 point a); que les importations par les importateurs des anciens États membres dans le cadre du règlement (CEE) n° 3771/92 de la Commission<sup>(2)</sup> ont pu commencer le 28 février 1993 et celles par les importateurs des nouveaux États membres le 1<sup>er</sup> avril 1993; qu'il y a donc lieu de rectifier la date de début des importations visée à

*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 22 août 1996.

*Par la Commission*

Erkki LIIKANEN

*Membre de la Commission*

<sup>(1)</sup> JO n° L 151 du 26. 6. 1996, p. 9.

<sup>(2)</sup> JO n° L 383 du 29. 12. 1992, p. 36.

<sup>(3)</sup> JO n° L 189 du 30. 7. 1996, p. 94.

**RÈGLEMENT (CE) N° 1673/96 DE LA COMMISSION****du 22 août 1996****modifiant les droits à l'importation dans le secteur des céréales**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,  
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales<sup>(1)</sup>, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 923/96 de la Commission<sup>(2)</sup>,

vu le règlement (CE) n° 1249/96 de la Commission, du 28 juin 1996, portant modalités d'application du règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil en ce qui concerne les droits à l'importation dans le secteur des céréales<sup>(3)</sup>, et notamment son article 2 paragraphe 1,

considérant que les droits à l'importation dans le secteur des céréales ont été fixés par le règlement (CE) n° 1636/96 de la Commission<sup>(4)</sup>, modifié par le règlement (CE) n° 1651/96<sup>(5)</sup>;

considérant que l'article 2 paragraphe 1 du règlement (CE) n° 1249/96 prévoit que, si au cours de la période de

leur application, la moyenne des droits à l'importation calculée s'écarte de 5 écus par tonne du droit fixé, un ajustement correspondant intervient; que ledit écart a eu lieu; qu'il est donc nécessaire d'ajuster les droits à l'importation fixés dans le règlement (CE) n° 1636/96,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Les annexes I et II du règlement (CE) n° 1636/96 modifié, sont remplacées par les annexes I et II du présent règlement.

*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 23 août 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 22 août 1996.

*Par la Commission*

Erkki LIIKANEN

*Membre de la Commission*

<sup>(1)</sup> JO n° L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.

<sup>(2)</sup> JO n° L 126 du 24. 5. 1996, p. 37.

<sup>(3)</sup> JO n° L 161 du 29. 6. 1996, p. 125.

<sup>(4)</sup> JO n° L 205 du 15. 8. 1996, p. 6.

<sup>(5)</sup> JO n° L 207 du 17. 8. 1996, p. 19.

## ANNEXE I

Droits à l'importation des produits repris à l'article 10 paragraphe 2 du règlement (CEE)  
n° 1766/92

Code NC	Désignation des marchandises	Droit à l'importation par voie terrestre, fluviale ou maritime en provenance de ports méditerranéens, de la mer Noire ou de la mer Baltique (en écu/t)	Droit à l'importation par voie maritime en provenance d'autres ports <sup>(2)</sup> (en écu/t)
1001 10 00	Froment (blé) dur <sup>(1)</sup>	4,69	0,00
1001 90 91	Froment (blé) tendre, de semence:	22,01	12,01
1001 90 99	Froment (blé) tendre de haute qualité, autre que de semence <sup>(3)</sup>	22,01	12,01
	de qualité moyenne	35,23	25,23
	de qualité basse	48,79	38,79
1002 00 00	Seigle	66,99	56,99
1003 00 10	Orge, de semence	66,99	56,99
1003 00 90	Orge, autre que de semence <sup>(3)</sup>	66,99	56,99
1005 10 90	Maïs de semence autre qu'hybride	47,54	37,54
1005 90 00	Maïs, autre que de semence <sup>(3)</sup>	47,54	37,54
1007 00 90	Sorgho à grains autre qu'hybride d'ensemencement	81,10	71,10

<sup>(1)</sup> Pour le blé dur ne remplissant pas la qualité minimale visée à l'annexe I du règlement (CE) n° 1249/96, le droit applicable est celui fixé pour le froment (blé) tendre de qualité basse.

<sup>(2)</sup> Pour les marchandises arrivant dans la Communauté par l'océan Atlantique ou via le canal de Suez [article 2 paragraphe 4 du règlement (CE) n° 1249/96], l'importateur peut bénéficier d'une diminution des droits de:

— 3 écus par tonne, si le port de déchargement se trouve en mer Méditerranée, ou de

— 2 écus par tonne, si le port de déchargement se trouve en Irlande, au Royaume-Uni, au Danemark, en Suède, en Finlande ou sur la côte atlantique de la Péninsule ibérique.

<sup>(3)</sup> L'importateur peut bénéficier d'une réduction forfaitaire de 14 ou 8 écus par tonne lorsque les conditions établies à l'article 2 paragraphe 5 du règlement (CE) n° 1249/96 sont remplies.

## ANNEXE II

Éléments de calcul des droits (période du 14. 8. 1996 au 21. 8. 1996):

1. Moyennes sur la période des deux semaines précédant le jour de la fixation:

Cotations boursières	Minneapolis	Kansas-City	Chicago	Chicago	Minneapolis	Minneapolis
Produits (% protéines à 12 % humidité)	HRS2. 14 %	HRW2. 11,5 %	SRW2	YC3	HAD2	US barley 2
Cotation (écus par tonne)	133,80	136,84	129,70	113,49	172,36 <sup>(1)</sup>	110,06 <sup>(1)</sup>
Prime sur le Golfe (écus par tonne)	—	13,53	7,12	38,64	—	—
Prime sur Grands Lacs (écus par tonne)	21,24	—	—	—	—	—

<sup>(1)</sup> Fob Duluth.

2. Frets/frais: Golfe du Mexique-Rotterdam: 9,18 écus par tonne. Grands Lacs-Rotterdam: 17,70 écus par tonne.

3. Subventions [article 4 paragraphe 2 troisième alinéa du règlement (CE) n° 1249/96: 0,00 écu par tonne].

**RÈGLEMENT (CE) N° 1674/96 DE LA COMMISSION**

du 22 août 1996

**établissant des valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,  
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3223/94 de la Commission, du 21 décembre 1994, portant modalités d'application du régime à l'importation des fruits et légumes <sup>(1)</sup>, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2933/95 <sup>(2)</sup>, et notamment son article 4 paragraphe 1,

vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune <sup>(3)</sup>, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 150/95 <sup>(4)</sup>, et notamment son article 3 paragraphe 3,

considérant que le règlement (CE) n° 3223/94 prévoit, en application des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, les critères pour la fixation par la Commission des valeurs forfaitaires à l'impor-

tation des pays tiers, pour les produits et les périodes qu'il précise dans son annexe;

considérant que, en application des critères susvisés, les valeurs forfaitaires à l'importation doivent être fixées aux niveaux repris à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Les valeurs forfaitaires à l'importation visées à l'article 4 du règlement (CE) n° 3223/94 sont fixées comme indiqué dans le tableau figurant en annexe.

*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 23 août 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 22 août 1996.

*Par la Commission*

Erkki LIIKANEN

*Membre de la Commission*

<sup>(1)</sup> JO n° L 337 du 24. 12. 1994, p. 66.

<sup>(2)</sup> JO n° L 307 du 20. 12. 1995, p. 21.

<sup>(3)</sup> JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

<sup>(4)</sup> JO n° L 22 du 31. 1. 1995, p. 1.

## ANNEXE

## du règlement de la Commission, du 22 août 1996, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

<i>(en écus par 100 kg)</i>			<i>(en écus par 100 kg)</i>		
Code NC	Code des pays tiers <sup>(1)</sup>	Valeur forfaitaire à l'importation	Code NC	Code des pays tiers <sup>(1)</sup>	Valeur forfaitaire à l'importation
0702 00 35	052	69,4	0808 10 92, 0808 10 94, 0808 10 98	624	67,7
	060	80,2		999	112,0
	064	70,8		039	121,0
	066	54,0		052	64,0
	068	80,3		064	79,3
	204	86,8		070	90,2
	208	44,0		284	72,1
	212	97,5		388	80,8
	624	95,8		400	65,9
	999	75,4		404	63,6
	ex 0707 00 25	052		62,4	416
053		156,2	508	113,5	
060		61,0	512	97,8	
066		53,8	524	100,3	
068		69,1	528	68,9	
204		144,3	624	86,5	
624		87,1	728	107,3	
999		90,6	800	141,3	
0709 90 79		052	54,3	804	89,8
		204	77,5	999	89,1
		412	54,2	039	104,1
	508	42,9	052	59,6	
	624	151,9	064	72,5	
	999	76,2	388	98,2	
0805 30 30	052	133,3	400	70,4	
	204	88,8	512	88,7	
	220	74,0	528	132,9	
	388	82,0	624	79,0	
	400	68,2	728	115,4	
	512	80,0	800	84,0	
	520	66,5	804	73,0	
	524	60,6	999	88,9	
	528	61,5	052	53,9	
	600	96,5	220	121,8	
	624	48,9	624	106,8	
	999	78,2	999	94,2	
	0806 10 40	052	70,4	0809 40 30	052
064		75,6	064		54,9
066		49,4	066		52,5
220		110,8	068		62,2
400		136,8	400		143,5
412		58,5	624		212,2
508		307,2	676		68,6
512		186,0	999		96,1
600		57,8			

(<sup>1</sup>) Nomenclature des pays fixée par le règlement (CE) n° 68/96 de la Commission (JO n° L 14 du 19. 1. 1996, p. 16). Le code «999» représente «autres origines».

**RÈGLEMENT (CE) N° 1675/96 DE LA COMMISSION**  
**du 22 août 1996**  
**fixant le correctif applicable à la restitution pour le malt**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,  
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales<sup>(1)</sup>, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 923/96 de la Commission<sup>(2)</sup>, et notamment son article 13 paragraphe 8,

considérant que, en vertu de l'article 13 paragraphe 8 du règlement (CEE) n° 1766/92, la restitution applicable aux exportations de céréales le jour du dépôt de la demande de certificat doit être appliquée, sur demande, à une exportation à réaliser pendant la durée de validité du certificat; que, dans ce cas, un correctif peut être appliqué à la restitution;

considérant que le règlement (CE) n° 1501/95 de la Commission, du 29 juin 1995, établissant certaines modalités d'application du règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil en ce qui concerne l'octroi des restitutions à l'exportation ainsi que les mesures à prendre, en cas de perturbation, dans le secteur des céréales<sup>(3)</sup>, modifié par le règlement (CE) n° 95/96<sup>(4)</sup>, a permis la fixation d'un correctif pour le malt repris à l'article 1<sup>er</sup> paragraphe 1 point c) du règlement (CEE) n° 1766/92; que ce correctif doit être calculé en prenant en considération les éléments figurant à l'article 1 du règlement (CE) n° 1501/95;

considérant que les taux représentatifs de marché définis à l'article 1<sup>er</sup> du règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil<sup>(5)</sup>,

modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 150/95<sup>(6)</sup>, sont utilisés pour convertir le montant exprimé en monnaies des pays tiers et sont à la base de la détermination des taux de conversion agricole des monnaies des États membres; que les modalités d'application et de détermination de ces conversions ont été établies dans le règlement (CEE) n° 1068/93 de la Commission<sup>(7)</sup>, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1482/96<sup>(8)</sup>;

considérant qu'il résulte des dispositions précitées que le correctif doit être fixé conformément à l'annexe du présent règlement;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Le correctif applicable aux restitutions fixées à l'avance pour les exportations de malt, visé à l'article 13 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 1766/92, est fixé en annexe.

*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 23 août 1996.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 22 août 1996.

*Par la Commission*

Erkki LIIKANEN

*Membre de la Commission*

<sup>(1)</sup> JO n° L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.  
<sup>(2)</sup> JO n° L 126 du 24. 5. 1996, p. 37.  
<sup>(3)</sup> JO n° L 147 du 30. 6. 1995, p. 7.  
<sup>(4)</sup> JO n° L 18 du 24. 1. 1996, p. 10.  
<sup>(5)</sup> JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

<sup>(6)</sup> JO n° L 22 du 31. 1. 1995, p. 1.  
<sup>(7)</sup> JO n° L 108 du 1. 5. 1993, p. 106.  
<sup>(8)</sup> JO n° L 188 du 27. 7. 1996, p. 22.

## ANNEXE

du règlement de la Commission, du 22 août 1996, fixant le correctif applicable à la restitution pour le malt

*(en écus/t)*

Code produit	Courant 8	1 <sup>er</sup> terme 9	2 <sup>e</sup> terme 10	3 <sup>e</sup> terme 11	4 <sup>e</sup> terme 12	5 <sup>e</sup> terme 1
1107 10 11 000	0	0	0	0	0	0
1107 10 19 000	0	0	0	0	0	0
1107 10 91 000	0	0	0	0	0	0
1107 10 99 000	0	0	0	0	0	0
1107 20 00 000	0	0	0	0	0	0

*(en écus/t)*

Code produit	6 <sup>e</sup> terme 2	7 <sup>e</sup> terme 3	8 <sup>e</sup> terme 4	9 <sup>e</sup> terme 5	10 <sup>e</sup> terme 6	11 <sup>e</sup> terme 7
1107 10 11 000	0	0	0	0	0	0
1107 10 19 000	0	0	0	0	0	0
1107 10 91 000	0	0	0	0	0	0
1107 10 99 000	0	0	0	0	0	0
1107 20 00 000	0	0	0	0	0	0

**DIRECTIVE 96/46/CE DE LA COMMISSION**

du 16 juillet 1996

**modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 91/414/CEE du Conseil, du 15 juillet 1991, concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques<sup>(1)</sup>, modifiée en dernier lieu par la directive 96/12/CE de la Commission<sup>(2)</sup>, et notamment son article 18 paragraphe 2,

considérant que les annexes II et III de la directive 91/414/CEE définissent les conditions à remplir pour introduire le dossier d'insertion d'une substance active dans l'annexe I et les conditions à remplir pour introduire le dossier d'autorisation d'un produit phytopharmaceutique;

considérant que, dans les annexes II et III, il est nécessaire de fournir aux demandeurs, de la façon la plus précise possible, tous les détails sur les informations requises, notamment en ce qui concerne les circonstances, les conditions et les protocoles techniques selon lesquels certaines données doivent être obtenues; que des dispositions dans ce sens devraient être arrêtées dès que possible pour permettre aux demandeurs de les appliquer pour la préparation de leurs dossiers;

considérant qu'il est possible, à présent, d'être plus précis en ce qui concerne les données requises au sujet des méthodes d'analyse sur la substance active visées à l'annexe II partie A point 4;

considérant qu'il est également possible, à présent, d'être plus précis en ce qui concerne les données requises au sujet des méthodes d'analyse sur le produit phytopharmaceutique visées à l'annexe III partie A point 5;

considérant que les mesures prévues à la présente directive sont conformes à l'avis du comité phytosanitaire permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

*Article premier*

La directive 91/414/CEE est modifiée comme suit.

- 1) À l'annexe II partie A, le point 4 «Méthodes d'analyse» est remplacé par l'annexe I de la présente directive.
- 2) À l'annexe III partie A, le point 5 «Méthodes d'analyse» est remplacé par l'annexe II de la présente directive.

*Article 2*

Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 30 avril 1997. Ils en informent immédiatement la Commission.

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres.

*Article 3*La présente directive entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1996.*Article 4*

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le 16 juillet 1996.

*Par la Commission*

Franz FISCHLER

*Membre de la Commission*

<sup>(1)</sup> JO n° L 230 du 19. 8. 1991, p. 1.

<sup>(2)</sup> JO n° L 65 du 15. 3. 1996, p. 20.

## ANNEXE I

## 4. MÉTHODES D'ANALYSE

**Introduction**

Les dispositions du présent point s'appliquent exclusivement aux méthodes d'analyse requises pour le contrôle et le suivi postérieurs à l'autorisation.

Pour les méthodes d'analyse utilisées pour la production des données requises par la présente directive ou à d'autres fins, le demandeur est tenu de fournir une justification de la méthode utilisée; si nécessaire, des directives spécifiques seront mises au point pour de telles méthodes sur la base des mêmes normes que celles requises pour les méthodes de contrôle et de suivi postérieurs à l'autorisation.

La description des méthodes d'analyse doit être fournie et contenir toutes les données utiles concernant l'équipement, les matériels et les conditions d'application.

Ces méthodes doivent, autant que possible, suivre l'approche la plus simple, être peu onéreuses et faire appel à des équipements courants.

Les définitions suivantes s'appliquent aux fins du présent chapitre.

**Impuretés:** tout composant autre que la substance active pure, comprise dans la substance active technique (y compris les isomères non actifs) provenant du processus de fabrication ou de la dégradation survenue durant le stockage.

**Impuretés caractéristiques:** impuretés posant des problèmes d'ordre toxicologique et/ou écotoxicologique ou environnemental.

**Impuretés significatives:** impuretés représentant une quantité dans la substance active technique égale ou supérieure à 1 g/kg.

**Métabolites:** métabolites, y compris les produits résultant de la dégradation ou de la réaction de la substance active.

**Métabolites caractéristiques:** métabolites posant des problèmes d'ordre toxicologique et/ou écotoxicologique ou environnemental.

À la demande, les échantillons suivants doivent être fournis:

- i) des étalons pour analyse de la substance active pure;
- ii) des échantillons de la substance active technique;
- iii) des étalons pour l'analyse des métabolites caractéristiques et de tous les autres composants compris dans la définition de résidu;
- iv) si disponibles, des échantillons des substances de référence des impuretés caractéristiques.

## 4.1. Méthodes d'analyse de la substance active technique

Les définitions ci-après sont applicables à la présente section.

i) *Spécificité*

La spécificité est la capacité de la méthode de discerner la substance recherchée à mesurer des autres substances.

ii) *Linéarité*

La linéarité est la capacité de la méthode, dans une plage donnée, de fournir une corrélation linéaire acceptable entre les résultats et la concentration d'analyte dans l'échantillon.

iii) *Exactitude*

L'exactitude est la mesure dans laquelle la valeur obtenue par l'analyte dans un échantillon correspond à la valeur de référence reconnue (cf par ex. ISO 5725).

*iv) Précision*

La précision est le degré de concordance des résultats de tests indépendants pratiqués dans les conditions prescrites.

Répétabilité: la précision obtenue dans des conditions répétables, c'est-à-dire des conditions dans lesquelles les résultats de tests indépendants sont obtenus par l'application de la même méthode à un matériel d'essai identique, dans un même laboratoire et par un même opérateur utilisant un même équipement à de brefs intervalles de temps.

La reproductibilité n'est pas requise pour la substance active technique (pour la définition de la reproductibilité, voir ISO 5725).

- 4.1.1. Il y a lieu de présenter, et de décrire dans leur intégralité, les méthodes qui permettent de déterminer la substance active pure présente dans la substance active technique conformément au dossier présenté aux fins d'inclusion de la substance à l'annexe I de la directive 91/414/CEE. L'applicabilité des méthodes actuelles de la CIMAP doit être signalée.
- 4.1.2. Il convient également de présenter des méthodes qui permettent de doser, dans la substance active technique les impuretés et les additifs (les stabilisants, par exemple) significatifs et/ou caractéristiques.
- 4.1.3. Spécificité, linéarité, exactitude et répétabilité
- 4.1.3.1. La spécificité des méthodes présentées doit être démontrée et consignée. Il y a lieu, en outre, de déterminer l'ampleur de l'interférence des autres substances (isomères, impuretés, additifs) présentes dans la substance active technique.

Les interférences d'autres composantes peuvent être considérées comme des erreurs systématiques dans l'évaluation de l'exactitude des méthodes proposées pour le dosage de la substance active pure dans la substance active technique; néanmoins, une explication doit être donnée pour toute interférence contribuant pour plus de 3 % de la quantité totale dosée.

Le degré de l'interférence doit être déterminé également pour les méthodes de détermination des impuretés.

- 4.1.3.2. La linéarité des méthodes proposées dans une plage appropriée doit être déterminée et consignée. Pour le dosage de la substance pure, la plage d'étalonnage doit dépasser (d'au moins 20 %) la teneur nominale la plus élevée et la plus basse de la substance recherchée dans les solutions à analyser en cause. Pour l'étalonnage, on doit effectuer une double mesure d'au moins trois concentrations différentes ou une mesure simple de cinq concentrations. Les procès-verbaux doivent contenir l'équation de la courbe d'étalonnage et le coefficient de corrélation ainsi que des documents relatifs à l'analyse, représentatifs et dûment étiquetés, par exemple des chromatogrammes.
- 4.1.3.3. Le critère d'exactitude est requis pour le dosage de la substance pure et les impuretés significatives et/ou importantes dans la substance active technique.
- 4.1.3.4. Au moins cinq dosages sont normalement requis pour la répétabilité du dosage de la substance active pure. L'écart type relatif (% ETR) doit être mentionné. Les valeurs aberrantes observées par une méthode appropriée (le test de Dixon ou de Grubbs, par exemple) peuvent être négligées, mais leur écart doit toujours être signalé et leur apparition doit faire l'objet d'une tentative d'explication.

**4.2. Méthodes de détection des résidus**

Ces méthodes doivent permettre de détecter la substance active et/ou les métabolites caractéristiques. Pour chaque méthode et pour chaque matière représentative, il y a lieu de déterminer expérimentalement et de consigner la spécificité, la précision, la possibilité de récupération et la limite de détermination.

En principe, les méthodes proposées doivent permettre la détection de multiples résidus; une méthode multirésidus standard doit faire l'objet d'une évaluation et d'un rapport pour voir si elle convient. Lorsque ces méthodes ne sont pas des méthodes multirésidus ou sont incompatibles avec celles-ci, une méthode de remplacement doit être proposée. Si cette exigence aboutit à la proposition d'un nombre de méthodes excessif pour des composés particuliers une "méthode relative à la partie commune" peut être acceptable.

Les définitions ci-après sont applicables au présent chapitre.

*i) Spécificité*

La spécificité est la capacité d'une méthode de discerner la substance recherchée à mesurer des autres substances.

ii) *Précision*

La précision est le degré de concordance des résultats de tests indépendants obtenus dans des conditions déterminées.

La répétabilité est la précision obtenue dans des conditions répétables, c'est-à-dire des conditions dans lesquelles les résultats de tests indépendants sont obtenus par l'application d'une même méthode à un matériel d'essai identique, dans un même laboratoire et par un même opérateur utilisant un même équipement à de brefs intervalles de temps.

Reproductibilité: étant donné que la définition de la reproductibilité dans les publications pertinentes (par exemple dans ISO 5725) n'est généralement pas praticable pour des méthodes d'analyse de résidu, la reproductibilité dans le contexte de la présente directive se définit comme une validation de la répétabilité de la récupération de matières représentatives et à des niveaux de concentration représentatifs par au moins un laboratoire qui est indépendant de celui qui a initialement validé l'étude (ce laboratoire indépendant peut être dans la même firme) (validation de laboratoires indépendants).

iii) *Récupération*

Le pourcentage de la quantité de substance active ou de métabolite caractéristique ajouté initialement à un échantillon de la matrice appropriée, qui ne contient aucun niveau détectable de la substance recherchée.

iv) *Limite de détermination*

La limite de détermination (souvent appelée limite de quantification) est la plus faible concentration testée à laquelle on obtient une récupération moyenne acceptable (normalement 70 à 110 % avec un écart type relatif de préférence  $\leq 20$  %; dans certains cas justifiés, des taux moyens de récupération inférieurs ou supérieurs ainsi que des écarts types relatifs supérieurs peuvent être acceptables).

## 4.2.1. Résidus dans et/ou sur des végétaux, produits végétaux, denrées alimentaires (d'origine végétale et animale), aliments pour animaux

Les méthodes proposées doivent convenir pour le dosage de tous les composants compris dans la définition du résidu proposée conformément aux dispositions du chapitre 6 points 6.1 et 6.2 en vue de permettre aux États membres de déterminer la conformité avec les limites maximales de résidus établies ou de déterminer le niveau de transfert aux travailleurs.

La spécificité des méthodes doit permettre le dosage de tous les composants compris dans la définition du résidu et/ou des métabolites pertinents; une technique supplémentaire de confirmation doit être appliquée, si appropriée.

La répétabilité doit être déterminée et mentionnée. Les échantillons d'essai d'analyse identiques peuvent, autant que possible, être préparés à partir d'un même échantillon traité sur le terrain contenant les résidus rencontrés. Par ailleurs, les échantillons d'essai peuvent être préparés à partir d'un échantillon commun non traité dont les aliquotes ont été portées au(x) niveau(x) requis.

Les résultats d'une validation de laboratoire indépendant doivent être mentionnés.

La limite de détermination ainsi que la récupération individuelle et moyenne doivent être déterminées et consignées. L'écart type relatif global et l'écart type relatif pour chaque niveau de supplémentation doivent être mentionnés.

## 4.2.2. Résidus présents dans le sol

Il y a lieu de proposer des méthodes d'analyse du sol permettant de déterminer le précurseur et/ou les métabolites importants.

La spécificité des méthodes doit permettre la détermination du précurseur et/ou métabolites importants à l'aide d'une technique de confirmation supplémentaire, si appropriés.

La répétabilité, la récupération et la limite de détermination, y compris la récupération individuelle et la récupération moyenne doivent être déterminées et mentionnées. L'écart type relatif global ainsi que l'écart type relatif pour chaque niveau de supplémentation doivent être déterminés expérimentalement et consignés.

La limite de détermination proposée ne doit pas dépasser une concentration qui a un impact inacceptable pour les organismes non ciblés ou à cause des effets phytotoxiques. Normalement la limite de détermination proposée ne devrait pas dépasser 0,05 mg/kg.

4.2.3. Résidus présents dans l'eau (y compris l'eau potable, l'eau souterraine et l'eau de surface)

Il y a lieu de proposer des méthodes d'analyse de l'eau permettant de déterminer le précurseur et/ou les métabolites caractéristiques.

La spécificité des méthodes doit permettre la détermination du précurseur et/ou métabolites importants à l'aide d'une technique de confirmation supplémentaire, si approprié.

La répétabilité, la récupération et la limite de détermination, y compris la récupération individuelle et la récupération moyenne, doivent être déterminées et mentionnées. L'écart type relatif global ainsi que l'écart type relatif doivent être déterminés expérimentalement et mentionnés pour chaque degré de supplémentation.

Pour l'eau potable, la limite de détermination proposée ne doit pas dépasser 0,1 µg/l. Pour l'eau de surface, elle ne doit pas dépasser une concentration qui a un impact inacceptable pour les organismes non ciblés conformément à l'annexe VI.

4.2.4. Résidus présents dans l'air

Il y a lieu de proposer des méthodes de détermination de la substance active et/ou des métabolites caractéristiques présentes dans l'air pendant ou peu de temps après l'application sauf si on peut justifier que l'exposition des opérateurs travailleurs ou spectateurs est peu probable.

La spécificité des méthodes doit permettre la détermination du précurseur et/ou métabolites caractéristiques à l'aide d'une technique de confirmation supplémentaire si approprié.

La répétabilité, la récupération et la limite de détermination, y compris la récupération individuelle et la récupération moyenne, doivent être déterminées et mentionnées. L'écart type relatif global ainsi que l'écart type relatif doivent être déterminés expérimentalement et mentionnés pour chaque degré de supplémentation.

La limite de détermination proposée doit tenir compte de valeurs limites pertinentes pour la santé ou de degrés d'exposition caractéristiques.

4.2.5. Résidus présents dans les liquides et tissus organiques

Il y a lieu de proposer des méthodes d'analyse appropriées lorsqu'une substance active est classée comme toxique ou hautement toxique.

La spécificité des méthodes doit permettre la détermination du précurseur et/ou des métabolites importants à l'aide d'une technique de confirmation, si approprié.

La répétabilité, la récupération et la limite de détermination, y compris la récupération individuelle et la récupération moyenne, doivent être déterminées et mentionnées. L'écart type relatif global ainsi que l'écart type relatif doivent être déterminés expérimentalement et consignés pour chaque degré de supplémentation.»

---

## ANNEXE II

## 5. MÉTHODES D'ANALYSE

## Introduction

Les dispositions du présent point s'appliquent exclusivement aux méthodes d'analyse requises pour le contrôle et le suivi postérieurs à l'autorisation.

Pour les méthodes d'analyse utilisées pour la production des données requises par la présente directive ou à d'autres fins, le demandeur est tenu de fournir une justification de la méthode utilisée; si nécessaire, des directives spécifiques seront mises au point pour de telles méthodes sur la base des mêmes normes que celles requises pour les méthodes de contrôle et de suivi postérieurs à l'autorisation.

La description des méthodes d'analyse doit être fournie et contenir toutes les données utiles concernant l'équipement, les matériels et les conditions d'application.

Ces méthodes doivent, autant que possible, suivre l'approche la plus simple, être peu onéreuses et faire appel à des équipements courants.

Les définitions suivantes s'appliquent aux fins du présent chapitre.

Impuretés:	tout composant autre que la substance pure, dans la substance active technique (y compris les isomères non actifs) provenant du processus de fabrication ou de la dégradation survenue durant le stockage.
Impuretés caractéristiques:	impuretés posant des problèmes d'ordre toxicologique et/ou écotoxicologique ou environnemental.
Métabolites:	métabolites, y compris les produits résultant de la dégradation ou de la réaction de la substance active.
Métabolites caractéristiques:	métabolites posant des problèmes d'ordre toxicologique et/ou écotoxicologique ou environnemental.

À la demande, les échantillons suivants doivent être fournis:

- i) des échantillons de la préparation;
- ii) un étalon pour l'analyse de la substance active pure;
- iii) un étalon de la substance active technique;
- iv) un étalon pour l'analyse des métabolites caractéristiques et/ou des autres composants compris dans la définition du résidu;
- v) si disponibles, des échantillons des substances de référence des impuretés importantes.

Définitions: voir annexe II points 4.1 et 4.2.

## 5.1. Méthodes d'analyse de la préparation

5.1.1. Il y a lieu de présenter et de décrire dans leur intégralité des méthodes qui permettent de doser la substance active présente dans la préparation. Lorsqu'une préparation contient plus d'une substance active, il y a lieu de présenter une méthode capable de doser chacune d'elles en présence des autres. Lorsqu'aucune méthode combinée n'est proposée, il y a lieu d'en fournir la justification technique. L'applicabilité des méthodes actuelles de la CIMAP doit être signalée.

5.1.2. Il convient également de présenter des méthodes qui permettent de doser dans la préparation les impuretés caractéristiques, si la composition de la préparation est telle que, sur la base d'une considération théorique, ces impuretés peuvent provenir du processus de fabrication ou de la dégradation survenue durant le stockage.

Le cas échéant, les méthodes de détermination des formulants de la préparation ou de leurs constituants doivent aussi être présentées.

5.1.3. Spécificité, linéarité, exactitude et répétabilité

- 5.1.3.1. La spécificité des méthodes présentées doit être démontrée et mentionnée. Il y a lieu, en outre, de déterminer l'ampleur de l'interférence des autres substances présentes dans la préparation.

Les interférences d'autres composantes peuvent être considérées comme des erreurs systématiques dans l'évaluation de l'exactitude des méthodes proposées; néanmoins une explication doit être donnée pour toute interférence contribuant pour plus de 3 % de la quantité totale dosée.

- 5.1.3.2. La linéarité des méthodes proposées dans une plage appropriée doit être déterminée et mentionnée. La plage d'étalonnage doit dépasser (d'au moins 20 %) la teneur nominale la plus élevée et la plus basse de la substance recherchée dans les solutions de la préparation. Pour l'étalonnage, on doit effectuer une double mesure d'au moins trois concentrations différentes ou une mesure simple de cinq concentrations. Les procès-verbaux doivent contenir l'équation de la courbe d'étalonnage et le coefficient de corrélation ainsi que des documents, relatifs à l'analyse, représentatifs et dûment étiquetés, par exemple des chromatogrammes.

- 5.1.3.3. Le critère d'exactitude n'est normalement applicable qu'aux méthodes de dosage de la substance active pure et des impuretés caractéristiques présentes dans la préparation.

- 5.1.3.4. Au moins cinq dosages sont normalement requis pour la répétabilité. L'écart type relatif (% ETR) doit être mentionné. Les valeurs aberrantes observées par une méthode appropriée (le test de Dixon ou de Grubbs, par exemple) peuvent être négligées, mais leur écart doit toujours être signalé et leur apparition doit faire l'objet d'une tentative d'explication.

5.2. Méthodes d'analyse pour le dosage des résidus

Il y a lieu de présenter des méthodes d'analyse pour le dosage des résidus, sauf s'il est établi que les méthodes déjà proposées selon les exigences de l'annexe II point 4.2 sont applicables.

Les mêmes dispositions que celles visées à l'annexe II point 4.2 sont applicables.»

---

## II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

## COMMISSION

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 20 août 1996

concernant les certificats d'importation pour les produits du secteur de la viande bovine originaires du Botswana, du Kenya, de Madagascar, du Swaziland, du Zimbabwe et de Namibie

(96/512/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 715/90 du Conseil, du 5 mars 1990, relatif au régime applicable à des produits agricoles et à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ou des pays et territoires d'outre-mer (PTOM)<sup>(1)</sup>, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 619/96<sup>(2)</sup>, et notamment son article 27,

vu le règlement (CE) n° 589/96 de la Commission, du 2 avril 1996, fixant les modalités d'application dans le secteur de la viande bovine du règlement (CEE) n° 715/90 du Conseil relatif au régime applicable à des produits agricoles et à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ou des pays et territoires d'outre-mer<sup>(3)</sup>, et notamment son article 4,

considérant que l'article 1<sup>er</sup> du règlement (CE) n° 589/96 prévoit la possibilité de délivrer des certificats d'importation pour les produits du secteur de la viande bovine; que toutefois, les importations doivent se réaliser dans les limites des quantités prévues pour chacun de ces pays tiers exportateurs;

considérant que les demandes de certificats introduites du 1<sup>er</sup> au 10 août 1996, exprimées en viande désossée, conformément au règlement (CE) n° 589/96, ne sont pas supé-

rieures pour les produits originaires du Botswana, du Kenya, de Madagascar, du Swaziland, du Zimbabwe et de Namibie aux quantités disponibles pour ces États; qu'il est, dès lors, possible de délivrer des certificats d'importation pour les quantités demandées;

considérant qu'il convient de procéder à la fixation des quantités pour lesquelles des certificats peuvent être demandés à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1996, dans le cadre de la quantité totale de 52 100 tonnes;

considérant qu'il semble utile de rappeler que cette décision ne porte pas préjudice à l'application de la directive 72/462/CEE du Conseil, du 12 décembre 1972, concernant les problèmes sanitaires et de police sanitaire lors de l'importation d'animaux des espèces bovine, porcine, ovine et caprine, de viandes fraîches ou de produits à base de viande en provenance de pays tiers<sup>(4)</sup>, modifiée en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

*Article premier*

Les États membres suivants délivrent, le 21 août 1996, les certificats d'importation concernant des produits du secteur de la viande bovine, exprimés en viande désossée, originaires de certains États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, pour les quantités et les pays d'origine indiqués ci-après:

<sup>(1)</sup> JO n° L 84 du 30. 3. 1990, p. 85.

<sup>(2)</sup> JO n° L 89 du 10. 4. 1996, p. 1.

<sup>(3)</sup> JO n° L 84 du 3. 4. 1996, p. 22.

<sup>(4)</sup> JO n° L 302 du 31. 12. 1972, p. 28.

*Allemagne:*

- 200,000 tonnes originaires du Botswana,
- 120,000 tonnes originaires de Madagascar,
- 70,000 tonnes originaires de Namibie;

*Pays-Bas:*

- 320,000 tonnes originaires du Botswana;

*Royaume-Uni:*

- 440,000 tonnes originaires du Botswana,
- 70,000 tonnes originaires du Swaziland,
- 100,000 tonnes originaires du Zimbabwe,
- 700,000 tonnes originaires de Namibie.

*Article 2*

Des demandes de certificats peuvent être déposées, conformément à l'article 3 paragraphe 3 du règlement (CE) n° 589/96, au cours des dix premiers jours du mois

de septembre 1996 pour les quantités de viandes bovines désossées suivantes:

- Botswana: 8 946,000 tonnes,
- Kenya: 142,000 tonnes,
- Madagascar: 6 282,257 tonnes,
- Swaziland: 2 884,000 tonnes,
- Zimbabwe: 4 317,180 tonnes,
- Namibie: 5 565,006 tonnes.

*Article 3*

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 20 août 1996.

*Par la Commission*

Erkki LIIKANEN

*Membre de la Commission*

## RECTIFICATIFS

**Rectificatif à la directive 96/37/CE de la Commission, du 17 juin 1996, portant adaptation au progrès technique de la directive 74/408/CEE du Conseil relative à l'aménagement intérieur des véhicules à moteur (résistance des sièges et de leur ancrage)**

*(«Journal officiel des Communautés européennes» n° L 186 du 25 juillet 1996.)*

À la page 59, annexe III point 4.5:

*au lieu de:* «In the case of vehicles of category M<sub>3</sub>, seat anchorages shall be deemed to comply with the requirements of Paragraphs 4.1 and 4.2 if the safety belt anchorages of the corresponding seating positions are fitted directly to the seats to be installed and these belt anchorages comply with the requirements of Directive 76/115/EEC, if necessary with the derogation provided in Item 5.5.4 of Annex thereof.»

*lire:* «Dans le cas des véhicules de la catégorie M<sub>3</sub>, les ancrages des sièges sont réputés conformes aux exigences des points 4.1 et 4.2 lorsque les ancrages des ceintures de sécurité des sièges correspondants sont fixés directement aux sièges à installer et sont conformes aux dispositions de la directive 76/115/CEE, compte tenu le cas échéant de la dérogation prévue à l'annexe I point 5.5.4 de ladite directive.»

---